

Le sang cote en Afrique du Nord 2.000 MORTS AU MAROC TERREUR en Tunisie et en Algérie

AVERTISSEMENT

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) - Tél. : CEN. 68-96

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

Arrachons le rappel immédiat des Hauteclouque, Garbay, Guillaume et Léonard

L'IMPERIALISME français, au mains sanglantes, semble avoir gagné la première manche contre les peuples d'Afrique du Nord. Le bey de Tunis a scellé les décrets sévères. Ferhat Hached est mort assassiné par l'organisation terroriste de la Résistance à la Mat. Rougere, les principaux dirigeants du Néo-Destour et de l'U.G.T.T. sont arrêtés. Au Maroc les dirigeants de l'Istiqlal sont arrêtés, l'Istiqlal et le Parti communiste marocain sont interdits. La C.G.T. marocaine est décapitée. En Algérie, les arrestations qui n'ont jamais cessé, redoublent, Messali est toujours déporté. L'ALGERIE Libre est contre les dirigeants du Mouvement National Algérien.

MARTY EXCLU !

Le premier acte de l'opération de destruction de l'aile révolutionnaire à l'intérieur du P.C.F. par l'équipe des agents de Staline est terminé : André Marty est pratiquement exclu. Le deuxième acte sera la chasse aux sorcières de gauche, de haut en bas de l'appareil, pour éliminer tous ceux, et ils sont nombreux, qui prennent conscience que leurs aspirations révolutionnaires des communistes se heurtent à une volonté et à une politique inspirées par des intérêts sans rapports avec les intérêts immédiats et historiques de leur classe. Une autre épuration suivra : celle des militants communistes de la C.G.T., qui prennent au sérieux les propositions de Front unique faites encore récemment par Frachon, et condamnés formellement par Billoux, Lecœur et Cie, ceux qui par souci de la vie de leurs syndicats, recherchent une politique d'action et d'unité. La poignée de bureaucrates qui ont la haute main sur les décisions politiques et organisationnelles du P.C. sont devenus les instruments de la démolition de leur parti, parce qu'ils sont les instruments serviles et aveugles de Staline.

Commencé en septembre, le procès public de Marty a été mené tambour battant. Coup sur coup ont été avancées des accusations qui prêtent à Marty une attitude de critique révolutionnaire systématique de la ligne stalinienne. Nous l'avons déjà dit : à travers Marty, ce sont les ouvriers communistes et leurs aspirations révolutionnaires qui sont attaqués par Staline et ses valets. Mais il semble exact qu'André Marty, après avoir refusé de capituler, a vraiment écrit à la plume la critique que nous demandons, un manifeste de critique, une sorte de document « plateforme » destiné à ouvrir les yeux aux cadres sincères et aux militants du rang. Marty exclu tendra-t-il les engagements de Marty opposés à Staline. Sera-t-il capable de définir une orientation politique indépendante et de s'y tenir fermement ? Ces questions ont une réelle importance pour l'avenir du mouvement ouvrier de ce pays, en raison de la personnalité de Marty, l'homme qui a bénéficié jusqu'à présent, et qui continue à bénéficier, auprès des larges masses, de la renommée de son véritable révolutionnaire parmi les dirigeants du P.C.F. Sa renommée lui donne des possibilités et des responsabilités plus grandes qu'à aucun des cadres communistes.

M. FAVRE-BLEIBTREU. (Suite page 3.)

3.200 VOIX TROTSKISTES

DANS l'élection partielle du premier secteur de Paris, la politique de division des deux grands partis ouvrier, P.S. et P.C.F., a porté ses fruits. C'est le « pharmacien » Coirre, homme représentatif de la réaction, grand patron et dissident du R.P.F., rallié à Pinay, qui est élu malgré le report sur Félix des voix des électeurs du P.C.I. et de bien d'autres travailleurs d'avant-garde, soucieux de marquer leur volant d'unité d'action après avoir au premier tour manifesté leur refus de confiance en la stalinisme. Plus que ce deuxième tour, sans surprise, le premier tour du scrutin avait été une manifestation politique de première importance et significative pour tout le pays.

Le fait dominant y a été l'ampleur des abstentions, qui sont sans contestation possible des abstentions ouvrières dans leur immense majorité (46,5 % pour tout le secteur, mais 49,5 % pour le 13<sup>e</sup>). Le sens de ces abstentions est évident : 40.000 voix au Parti communiste français, qui soulignent sans équivoque par le grand nombre de bulletins nuls (répartis entre les abstentions) dont nombreux étaient, sur tout dans le 13<sup>e</sup>, des bulletins du P.C.F. surchargés du nom d'André Marty. Les travailleurs dont les aspirations socialistes sont attaquées en la personne de Marty se sont détournés du P.C.F. et parmi eux, certains ont trouvé ce moyen d'exprimer leur choix pour la ligne révolutionnaire reprochée au leader liquidé. Cet aversissement donné aux dirigeants stalinien qui sous les phrases gauchistes et sectaires s'engagent toujours plus avant dans le cours de collaboration de classe du Front national uni, est le fait dominant de ce scrutin.

Pourquoi les trotskistes n'ont-ils pas profité de cette prise de conscience politique d'une avant-garde encore limitée, mais qui dépasse largement les limites des rassemblements par notre programme ? Parce que les travailleurs n'ont pas encore conduit à l'identité du trotskisme et de leur programme qui leur est présenté mainte-

nant comme celui d'André Marty. C'est parce que le moment de cette confrontation a été mal choisi, et que celui de sa conclusion se rapproche que le stalinisme mobilise toutes ses forces, qui sont considérables dans la lutte antitrotskiste. Cette campagne électorale aura été un bel exemple de la haute estime en laquelle les bureaucrates stalinien tiennent le trotskisme, bien n'a été négligée dans la campagne contre Daniel Renard ; ni les tracts anonymes par dizaines de milliers, ni les éditions spéciales de journaux d'entreprise, ni les placards dans les journaux locaux, ni les discours publics, ni les articles calomnieux quotidiens de « l'Humanité », (tout cela déclenché toutefois assez tard pour n'avoir pas à craindre de répercussion).

Ces montagnes d'ordures jetées sur Renard, candidat du P.C.I. représentant « célèbre » (selon « l'Humanité ») du trotskisme, nous prouvent que nous sommes dans la bonne voie. Assurément, cela entraîne du trouble et du désarroi chez bien des travailleurs qui ont ainsi été détournés du vote trotskiste, mais cela n'altère pas la décomposition convulsive du stalinisme et plus les calomnies sont violentes et honteuses, plus brutalement elles se retournent contre les calomnieux, comme cela se passa en Russie en 1917, quand les mensonges des mencheviks contre les bolcheviks se retournèrent sur les premiers et les écrasèrent.

Il est plus pénible de constater que cet assaut stalinien sans précédent contre le trotskisme et auquel Léon Mauvais donna un écho national au Comité central du P.C.F. du 7 décembre, a trouvé la complicité facile de l'ex-trotskiste Pierre Frank. Pour attendre son but qui est d'après lui-même de « donner confiance aux bureaucrates stalinien » persuadé, qu'il est que le stalinisme a cessé d'être le foyer de la révolution mondiale, pour devenir « une forme de la révolution », il n'a pas hésité à monter une machination juridique contre le P.C.I. (1), à opposer sa candidature à celle de Daniel

Renard, se couvrant d'un titre de secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, auquel son abandon du programme trotskiste lui enlève tout droit. La direction stalinienne ne s'est pas trompée sur le sens de la candidature de Frank ; elle a habilement ménagé ce dernier et c'est sur Renard, le candidat le plus « dangereux » qu'elle a porté tous ses coups.

Cette deuxième candidature a troublé les travailleurs des deux camps. Leur accord avec le programme de la révolution prolétarienne. Très nombreux sont ceux qui se sont détournés du vote trotskiste navrés de trouver là aussi, la « direction ».

Michel LEQUENNE. (Suite page 2.)

REPRESSION ET LOIS SCLETERATES sont des outils de surexploitation

En vertu du décret Serol de répression, le ministre de la Défense nationale a demandé la levée de l'immunité parlementaire de cinq parlementaires communistes. André Pierand, représentant communiste à la sous-commission des immunités parlementaires, a démontré aisément l'illegalité de ce décret-là ; il Ta si bien démontré que Boscardy-Monserant, disciple de Pinay (Indépendant) et Duveau (U.D.S.R.) ont été obligés d'avouer que ce décret était inapplicable en temps de paix. Mais il ne fait aucun doute pour personne que si aucune force ne lui barre la route, le gouvernement ne s'embarquera pas de scrupules pour bayer tous les arguments procéduriers. Déjà il prétend attaquer aux fonctionnaires. Le Conseil des ministres du 20 novembre a examiné avec beaucoup d'at-

NI PINAY EN SECONDE VERSION NI DALADIER ET LE FRONT NATIONAL UNI GOUVERNEMENT Socialiste-Communiste SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS

PINAY n'a pas réussi aux débats parlementaires sur le budget. Son « Tout va mieux » n'a pas pu cacher la réalité de la crise économique en développement, annoncée par le ralentissement de la consommation et de la production des moyens de consommation : textile, chaussure, automobile de tourisme, etc.

D'autre part, sans être abordés au Parlement, les grands problèmes insolubles de l'impérialisme français se profilent derrière le débat budgétaire : Viet-Nam, Afrique du Nord, traités de Bonn et de Paris. La crise ministérielle qu'ouvre la démission de Pinay, promet d'être longue et plus difficile encore à résoudre que les précédentes. Pinay offrait la seule politique bourgeoise possible dans le cadre de la linéarisation atlantique aux Etats-Unis. Mais les rats bourgeois ne peuvent s'entendre sur la victoire de la France impérialiste qui fait eau de toutes parts. Un gouvernement de Front national uni de radicaux, auquel le Parti communiste français promet son soutien par le muselage de la classe ouvrière et qui profèrerait une politique de chantage à l'égard des Etats-Unis, accusés de préférer l'efficacité de l'impérialisme allemand, est-il possible ? Peut-être. Mais tout cela ne peut mener qu'à plus de misère et à plus de répression et finalement à la guerre.

Est-ce l'impasse ? Non. Une voie ouvrière se présente. Reexaminons les éléments de la situation.

UN RÉGIME BRANLANT

Le sort de la bourgeoisie française serait désespérée sans l'impulsion des grands partis ouvriers. Que l'on imagine quelle force aurait un mouvement ouvrier qui luttrait pour un gouvernement communiste-socialiste au même moment où l'impérialisme français reçoit une déculottée sans précédent au Viet-Nam ; où, en Afrique du Nord, la puissance du mouvement d'émancipation nationale oblige l'impérialisme français à accumuler meurtres et provocation, fusillades et déportation, internement des dirigeants nationalistes et dissolution des partis d'indépendance.

Guy Mollet s'écrie « le gouvernement Pinay est le gouvernement du grand capital ». François Billoux applique « l'impérialisme de la politique de la bourgeoisie française, est la recherche des profits, maximum ». N'importe quel travailleur en concluerait, il faut donc imposer un gouvernement qui ne soit pas celui « du grand capital », mais un gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui ne cherche pas le profit maximum mais qui organise l'économie selon les besoins des travailleurs, et pour imposer un tel gouvernement, il faut réaliser le front uni des travailleurs, en partant de tout ce qui fait unir dans l'immédiat la classe ouvrière.

MOLLET CONDAMNE L'UNITÉ D'ACTION

LES réflexes des dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C.F. ne sont pas ceux-là. Constatant que le « gouvernement Pinay est le gouvernement du grand capital », les dirigeants de la S.F.I.O. n'ont pas des positions fermes que dans un seul sens : pas d'unité d'action avec le P.C.F. Pour le

reste, qui sait ce qu'ils proposent exactement ? En vérité, ils sont pris comme dans un casse-noisettes, entre la nécessité de défendre leur propre existence, conditionnée par leur influence dans la classe ouvrière, et leur désir de ne pas mettre en cause « le régime républicain », c'est-à-dire, la démocratie bourgeoise moribonde présidée par Vincent Auriol, et à laquelle ils sont attachés par des liens multiples.

Cette situation contradictoire des dirigeants de la S.F.I.O. pourrait être éminemment favorable pour une politique d'unité d'action. Et s'appuyant sur les aspirations des ouvriers, encore nombreux, qui suivent le parti socialiste, en proposant l'unité

S. JUST. (suite page 2.)

Pour sortir de la CRISE INDUSTRIELLE

Après le textile et les cuirs et peaux, le chômage gagne l'industrie automobile avec la fermeture de plusieurs usines comme la S.I.O.P. chez Renault et bien d'autres, la réduction des heures de travail amputé le salaire des ouvriers de 7.000 à 10.000 francs par mois. Les industries de base commencent à être touchées, chez les mineurs, les fer et l'acier ou parle de licenciement, et des jours sont chômés dans certaines mines. Dans la Loire les mineurs de charbons ont aussi chômé.

La crise capitaliste bouche peu à peu tous les pores de l'économie de ce pays. L'appareil de production français, avec ses quelques 25 à 30 ans d'âge moyen de ses machines, ne peut évidemment avoir une production à aussi bon marché que l'Allemagne. Pour rattraper son retard, il tente de diminuer ses frais de main-d'œuvre en baissant les salaires, il ne réussit à pallier qu'en partie à son retard sur le marché international, et baisse le pouvoir d'achat des travailleurs. Des marchés importants sont malgré tout perdus à l'extérieur et le marché intérieur se restreint pour les produits de grande consommation. L'industrie de transformation est de plus en plus touchée et la crise emmène l'industrie lourde. Et cette crise, la crise du régime capitaliste, fait se dresser devant les ouvriers le spectre du chômage. La seule solution qui soit capable de promouvoir le capitalisme français ce serait une politique d'armement. Mais pour cela, il faut l'aide américaine qui paierait tanks et canon, permettrait certains investissements indispensables et combien modestes ! Mais ces malheureux commandes « off shore » ne viennent toujours pas. Quelles solutions ont les ouvriers ? Ils proposent les organisations syndicales et en particulier la C.G.T., seule à avoir un plan cohérent dans ce domaine.

En premier lieu, le Front national, le mot d'ordre nécessaire des 40 h. payés 48 est mis en avant. Les travailleurs ne veulent pas faire les frais de la crise. Les patrons ont fait de leur profit des bénéfices fabuleux, ils peuvent et doivent payer les frais de leur politique. Les 40 h. payés 48 dans une situation où le chômage grandit, c'est le premier pas vers la répartition des heures de travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire. C'est le premier pas vers la revendication d'échelle mobile des heures de travail, mot d'ordre clé entre le chômage.

Mais pour que ces mots d'ordre de lutte immédiate soient valables, compris par les ouvriers et capables de les mobiliser pour la lutte, il faut encore leur donner une forme organisée et une perspective.

La C.G.T. soutient la convocation de conférences des travailleurs menacés, et dont le dernier exemple est à la conférence parisienne des élus de l'automobile » dont l'initiative revient à tous les syndicats de la S.F.I.O.P. A cette conférence, seuls des délégués de la C.G.T. et de la C.F.T.C. assistent. Il y est bien expliqué que « notre espoir repose sur l'action de la classe ouvrière ». Mais sur quel programme ? Au lieu de mot d'ordre concret de mobilisation n'est mis en avant que les 40 h. payés 48, et aussi la défense de l'initiative personnelle. Une seule initiative importante, l'appel adressé aux fédérations de la métallurgie pour la réunion d'une conférence nationale, c'est seulement la discussion de tous les questions de la confrontation de leurs positions que peuvent sortir des mots d'ordre capables de mobiliser tous les ouvriers.

Pas de propositions véritables d'unité d'action à tous les syndicats, et aussi parallèlement, caractère restrictif. Par là Roger SONTET. (Suite page 4.)



Tête-à-tête franco-tunisien

LA BOUSSOLE IVRE (suite)

BILLOUX s'aligne sur Staline

DANS sa session de décembre, le Comité central du P.C.F. a partagé ses travaux entre trois exercices in-

- Les hymnes au XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe et au génie de Staline;
- L'accentuation de l'orientation droite de Front national uni, assortie d'un tir de harcèlement contre l'Union soviétique...

L'ensemble réalise le spectacle affligeant d'un désordre total, d'une absence complète de toute perspective d'action et d'un véritable marathon de la servilité exécuté par des hommes qui se prétendent les dirigeants du prolétariat dans la lutte pour le socialisme.

BILLOUX RENIE SES CEUVRES

Dans son habituel langage d'allure gauchiste, François Billoux, rapporteur du B.P., se livre à une autocritique maladroite, bourrée de contradictions, entremêlée de plâtres en faveur de ses bonnes intentions mal interprétées.

Les lumières de Staline lui ont ouvert les yeux: « Nous n'avons pas vu ce que le camarade Staline rend lumineux: c'est l'existence d'un large mouvement démocratique pour un gouvernement qui se trouvait naturellement les communistes, peut conjurer temporairement une guerre donnée, maintenir une paix donnée, au besoin en faisant démissionner un gouvernement belléciste dans les pays capitalistes... »

« L'existence d'un large mouvement démocratique pour un gouvernement qui se trouvait naturellement les communistes, peut conjurer temporairement une guerre donnée, maintenir une paix donnée, au besoin en faisant démissionner un gouvernement belléciste dans les pays capitalistes... »

« L'existence d'un large mouvement démocratique pour un gouvernement qui se trouvait naturellement les communistes, peut conjurer temporairement une guerre donnée, maintenir une paix donnée, au besoin en faisant démissionner un gouvernement belléciste dans les pays capitalistes... »

NI PINAY, NI DALADIER

d'action aux dirigeants de ce parti, sur les points qui sont connus — et ces points sont multiples: ils vont de la défense des libertés conquises par la classe ouvrière, à un programme de production sous le contrôle des travailleurs — les dirigeants du P.C.F. pourraient rapidement soit convaincre les dirigeants de la S.F.I.O. et se plier à une politique d'unité d'action ouvrière, soit les submerger, pour reprendre la formule de Frachon en septembre 1951.

BILLOUX VITUPERE LE FRONT UNIQUE AVEC LE P.S.

CECI suppose une condition: que les dirigeants du P.C.F. luttent pour le front unique de la base au sommet et pour un gouvernement au service des travailleurs. Il n'en est rien. Le dernier C.C. du P.C.F. est particulièrement démonstratif à cet égard. Phrases gauchistes nécessaires pour répondre à l'iniquité des militants devant la liquidation de Marty et Tillon, représentent des aspirations à une politique de classe, réjet opératoire et hypocrite du front unique avec le Parti socialiste, bavardages sectaires sur le Front unique; à la base: sa non-réalisation étant expliquée soit par l'insuffisance de dénonciation des chefs socialistes, soit par un gouvernement « français » de Front national uni!

A LA CHAMBRE ILS VOTENT ENSEMBLE

LA Chambre, les parlementaires communistes et socialistes ont voté régulièrement l'ensemble contre Pinay, depuis trois mois.

Mais dans le pays, ils s'opposent fraternellement au Front unique: ils fourbisent ainsi les armes de la bourgeoisie contre l'ensemble du mouvement ouvrier français, contre les mouvements d'indépendance d'Afrique du Nord. Car la réaction au pouvoir serait balayée comme feu de paille par le souffle puissant du Front unique ouvrier.

Les besoins élémentaires des travailleurs se heurtent chaque jour plus violemment à l'existence du gouvernement bourgeois et du régime capitaliste. Or, les politiques des dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C.F. pour différentes raisons, sont, en un trait commun: la volonté de ne pas mettre en question le régime capitaliste; et, comme conséquence immédiate, le refus de toute politique unitaire.

DANS LE PAYS ILS SABOTENT L'UNION

LES miser en garde, les interdictions répétées des dirigeants de la S.F.I.O. contre les militants, les sections, les fédérations qui se prononcent pour la lutte en commun avec le P.C.F. contre la réaction, la crise dans le P.C.F. qui en est à ses débuts et dont l'origine est le refus de l'aide de la partie la plus consciente du P.C.F. de la politique de démolition du mouvement ouvrier, dite de Front national uni et l'aspiration à une politique de classe, donc unitaire, sont la démonstration qu'il y a quelque chose qui commence à changer dans la classe ouvrière. C'est sur cette transformation que les militants révolutionnaires s'appuyent du plus en plus, pour développer une politique unitaire de classe pour imposer un gouvernement de Front unique au service des travailleurs.

écritions: le chemin vers le socialisme passe par la lutte pour la paix, c'était une indication qui ne pouvait que jeter la confusion, par conséquent fautive.

L'essentiel du rapport Billoux est la révolution politique se réalisant en pratique dans l'alignement sur la ligne droite de Staline. Mais la confusion est portée à l'extrême du fait de la juxtaposition d'une phraseologie gauchiste et sectaire destinée à noyer le poison du « Front national uni » autour de la classe ouvrière et du parti communiste et à couper l'herbe sous les pieds de l'opposition de gauche qui se développe dans le P.C.F. sur les idées rapprochées à André Marty.

DUCLOS MET LES POINTS SUR LES I

Le discours de clôture prononcé par Jacques Duclos ne peut laisser la moindre illusion aux leaders les plus obstinés du stalinisme, sur le rôle véritable des phrases et gauches » de Billoux.

Duclos tend la main à la bourgeoisie française. Il cite le paragraphe concernant l'Allemagne du pacte de Goulle-Staline de 1944 et conclut: « Si la politique française s'inspirait... du traité franco-soviétique, les rapports entre la France et l'Union soviétique ne manqueraient pas de se modifier... »

La contrepartie inévitable de la main tendue aux bourgeois français est la condamnation du Front unique de classe, qui ne pourrait se concevoir que sur un programme de classe et non sur les objectifs diplomatiques du Kremlin. Il faut, dit Duclos, « une attaque serrée contre le social-démocratie... » et par-dessus tout « ce moment où le Parti socialiste... tente de se présenter en adversaire de la politique Pinay, il est indispensable de voir que ce complot est pour objectif de permettre aux dirigeants socialistes de tromper les masses... »

Il faut « travailler avec acharnement pour confisquer victorieusement l'activité des dirigeants socialistes... » et par-dessus tout « le marché il faut être « con vaincé »: « Qui c'est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

Alors, Duclos, comment être convaincant autrement qu'en faisant des propositions politiques précises et réitérées d'action unitaire au Parti socialiste, aux dirigeants socialistes sur les points où ils se proclament décidés à lutter contre le gouvernement? Comment prouver de façon convaincante au



3.200 voix trotskistes

la défense par nos circulaires, en étant obligé de tenter d'y répondre. Ce qu'il est un page d'avant, qui appartient au Parti communiste internationaliste de faire fructifier par son action dans tous les combats de classe.

ABONNEZ-VOUS

46, rue de l'Arbre-Sec P.O.P. 816 de Presse d'Édition 11 de Librairie n° 603.201 Paris

1 an 400 fr. 6 mois 200 fr.

ouvriers socialistes que les dirigeants socialistes ne pensent pas réellement en qualité, autrement qu'en mettant au pied du mur les dirigeants socialistes sur des points précis d'action commune?

En vérité, si Duclos renonce à cette arme de conviction, c'est qu'il est contre le Front unique de la classe ouvrière et parce qu'il est pour le Front national uni avec la bourgeoisie, sur la base du pacte de Goulle-Staline!

Et cette politique de gribouille dictée par le Kremlin, vide de toute puissance, la lutte contre le complot gouvernemental, livre le parti de Duclos aux provocations et à la répression de Pinay.

L'équipe Billoux-Mauvais-Duclos et Cie conduit le P.C.F. sur la classe ouvrière sur le chemin de la défaite. Mais de plus en plus nombreux les militants communistes authentiques s'opposent et s'opposent à cette équipe dont la seule « ligne » est la servilité à l'égard de Staline. Pour conjurer la catastrophe imminente, il doit donc le purger de tout élément douteux et faire prévaloir une politique de classe, lors de la conférence nationale qui doit se tenir en mars 1953.

Contre la répression et les lois scélérates

(Suite de la première page)

partir d'obédience étrangère! En réalité l'Etat policier donne Pinay et l'actuel champion, et dont un autre demain se fera le super-champion, se trouve acculé à prendre des mesures de plus en plus réactionnaires. Pour cela l'appareil de l'Etat doit fonctionner sans heurt ni grincement il faut donc le purger de tout élément douteux et le fonctionnaire sera un serviteur aveugle et soumis du régime de la trique, comme le voulait Pétaïn, père spirituel de Pinay.

Le problème de notre standard de vie et celui de la répression gouvernementale sont liés. Il nous faut donc combattre sur le front des libertés démocratiques. Pour cela une large unité d'action est nécessaire. Déjà à Paris les intellectuels de gauche venus de tous les horizons politique, comprennent les dangers immédiats et à venir de la marche au fascisme, indignés à just titre des atteintes portées aux libertés démocratiques les premiers bases de l'unité d'action qui devait aboutir au front unique des partis ouvriers et à juin 1953, la rédaction, à dix-huit ans d'intervalle, d'une telle initiative, admette une durée espoir à condition, bien sûr, que des organisations démocratiques, communistes et du parti socialiste se tournent elles aussi vers l'exemple du front unique de 1934 et se décident à réaliser entre elles l'unité d'action désirée passionnément par tous les ouvriers.

si l'on songe au rôle important qu'a pu jouer en 1934 le Comité de Vigilance des Intellectuels dans la lutte contre le fascisme, ce comité impulsé entre autres par Paul Éluar, jetait les premiers bases de l'unité d'action qui devait aboutir au front unique des partis ouvriers et à juin 1953, la rédaction, à dix-huit ans d'intervalle, d'une telle initiative, admette une durée espoir à condition, bien sûr, que des organisations démocratiques, communistes et du parti socialiste se tournent elles aussi vers l'exemple du front unique de 1934 et se décident à réaliser entre elles l'unité d'action désirée passionnément par tous les ouvriers.

LA DÉFENSE PAR NOS CIRCULAIRES, EN ÉTANT OBLIGÉ DE TENTER D'Y RÉPONDRE.

« Ce qui est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

Alors, Duclos, comment être convaincant autrement qu'en faisant des propositions politiques précises et réitérées d'action unitaire au Parti socialiste, aux dirigeants socialistes sur les points où ils se proclament décidés à lutter contre le gouvernement? Comment prouver de façon convaincante au

LA DÉFENSE PAR NOS CIRCULAIRES, EN ÉTANT OBLIGÉ DE TENTER D'Y RÉPONDRE.

« Ce qui est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

Alors, Duclos, comment être convaincant autrement qu'en faisant des propositions politiques précises et réitérées d'action unitaire au Parti socialiste, aux dirigeants socialistes sur les points où ils se proclament décidés à lutter contre le gouvernement? Comment prouver de façon convaincante au

LA DÉFENSE PAR NOS CIRCULAIRES, EN ÉTANT OBLIGÉ DE TENTER D'Y RÉPONDRE.

« Ce qui est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

LA DÉFENSE PAR NOS CIRCULAIRES, EN ÉTANT OBLIGÉ DE TENTER D'Y RÉPONDRE.

« Ce qui est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

LA DÉFENSE PAR NOS CIRCULAIRES, EN ÉTANT OBLIGÉ DE TENTER D'Y RÉPONDRE.

« Ce qui est un fait que le Parti socialiste tente, et parvient en de nombreux cas à se présenter en adversaire de la politique Pinay: c'est le cas régulièrement depuis deux mois à la chambre et les votes des députés socialistes s'ajoutent régulièrement aux votes des députés communistes dans toutes les questions importantes. Les intentions des dirigeants socialistes ne sont pas pures? Nous n'en doutons pas un instant. Mais leur opposition systématique à Pinay est un pas en avant qui doit faciliter l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est un fait également que cette opposition renforce la confiance des ouvriers socialistes dans leurs dirigeants et que, grâce à ce nouveau politique, le Parti socialiste remonte son influence, ce qui traduit l'augmentation des voix socialistes dans plusieurs élections. »

LA LÉGENDE DU PARTI

“LA VÉRITÉ-RENAULT”

LE n° 48 de l'organe du P.C.F. « La Vérité-Renault » est sorti. C'est le troisième numéro depuis les vacances. Le n° 45 contenait un éditorial sur le congrès du syndicat C.F.T. (Renault), montrant le sens de la discussion démocratique qui s'y avait tenue, et ses limites confirmées par le congrès de la Fédération des métaux C.F.T. dans les nos 47 et 48 la « Vérité-Renault » a démontré aux ouvriers le sens de la crise qui se développe, marquée chez Renault par la semaine de travail qui passe de 48 à 50 h. Elle mène campagne pour les 40 h. payés 48 sous le mot d'ordre: « Les patrons doivent payer leur politique ». Elle indique la perspective de cette action, pour arrêter cette crise, pour empêcher le régime capitaliste, le n° 48 met en avant l'idée d'un plan de production et le contrôle ouvrier.

Les militants trotskistes de chez Renault sont intervertis dans l'acte. Marty-Tillon et Pinault dans le n° 47 de la « Vérité-Renault » ont écrit aux ouvriers communistes.

Il soulignent la justesse des positions de classe que le C.C. rapproche à Marty et Tillon d'avoir eues depuis 1944, qui sont les positions que défendent ouvertement les trotskistes à cette époque. Les colonnes du Parti montrent aussi clairement dans chaque numéro de la « Vérité-Renault » pour la réintégration de Daniel Renard, exclu de la C.F.T. (Renault), dans le parti et le porte-drapeau lors des grandes manifestations, que les militants qui permettaient la victoire par l'extension des limites.

La « Vérité-Renault » a publié des articles contre la répression tant en France que dans les colonies, pour la libération de tous les emprisonnés et l'indépendance totale des peuples coloniaux et avec

CLERMONT-FERAND

Pernance tous les samedis de 17 à 19 h., Café National, place Gaillard. (Adressez la correspondance à cette adresse.)

S.E.L.

46, rue de l'Arbre-Sec C.C.P. S.P.E.L. 816 Paris

W. WILNY

L'AVENIR DE L'U.R.S.S.

Dépôt exclusif: S.P.E.L., 46, rue de l'Arbre-Sec PARIS-20 - C.C.P. 603.201 Paris Prix unitaire 600 fr. Par dix 4.000 fr. Par cent 40.000 fr.

CERCLE LENNE

MAO TSE TUNG et STALINE

RACE à l'appart d'une documentation abondante et actuelle, l'exposé de Mao Tse Tung « la Chine de Mao Tse Tung » fut particulièrement intéressant.

L'orateur a montré, par les chiffres et les faits, comment, dans ses conditions géographiques, la révolution chinoise évoluait dans un sens positif. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

La seconde étape va beaucoup plus loin, elle doit amener le paysan à la collectivisation; l'orateur insiste sur son caractère social et empirique du mouvement. Dans le domaine économique on assiste à une destruction progressive du capital privé. Ceci est remarquable dans l'agriculture, brève mais décisive, celle de la réforme agraire; le partage des terres a permis depuis la libération un accroissement de production de 75 % pour les céréales et de 82 % pour le coton par exemple.

# LE SANG COULE, de main GOULKA L'AFFAIRE DE KARLSRUHE

Le procès de Prague n'est qu'un maillon d'une chaîne sans fin. Tous les partis communistes doivent se ranger sur la ligne du moment et ceux qui ont représenté la politique passée doivent être liquidés. Les formes diffèrent selon les pays et selon le degré de contrôle du Kremlin sur les partis.

Dans le parti communiste français la liquidation de Marty et de Tillon, qui illustre la crise la plus grave qu'aient traversée le P.C.F. sur l'urgence que le Kremlin met à aligner le P.C. sur le nouveau cours défini par Staline au XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.R.

À Varsovie où la bureaucratie contrôle directement le parti et l'appareil d'Etat, le procès préparé contre Gomulka ira sans doute jusqu'à la peine de mort. Probablement Anna Pauker en Roumanie subira le même sort dans un procès ultérieur, à moins qu'elle ne meure avant, dans sa prison.

Si, à Prague, Slansky fut liquidé pour avoir suivi scrupuleusement la ligne Jdanov, Gomulka le sera à Varsovie pour avoir été le porte-parole de la politique conciliatrice de 1942 à 1947.

Bierut et Mine profitent de ce qu'ils ont l'ancien dirigeant sous les verrous pour rejeter sur lui tout ce qui n'a pas marché, ne marche pas et ne marchera pas dans la démocratie populaire polonaise. L'essentiel du procès n'est pas de prouver des accusations, mais c'est de faire un sacrifice humain. Gomulka paiera pour Staline, pour le prestige de Staline et pour le rôle dirigeant à sacro-saint de Staline.

Mais le procès de Prague n'aura pas été sans provoquer des hésitations au Congrès des Peuples de Vienne. Bien sûr, Jean-Paul Sartre, prototype de l'intellectuel petit bourgeois hyper sensible à la pression dominante en Europe occidentale (elle des staliens) cautions naïvement le Congrès de Vienne et refuse de condamner l'assassinat de Slansky. Mais le mouvement ouvrier s'interroge sur ce que signifie la subordination à Staline. Durant l'expérience présente les ouvriers remontent aux déshérences du passé dont le sens fut patiemment camouflé et faiblit par les bureaucraties.

Le mouvement ouvrier ne peut supporter bien longtemps que les manœuvres criminelles de Staline déshérent l'Etat ouvrier conquis en octobre 1917, servent la propagande antisoviétique des agents imperialistes, approfondissent l'isolement des militants communistes au sein de leur classe, alimentent les thèses de propagande des adversaires antistaliniens de l'unité d'action.

Travailleurs communistes, Protestez contre les méthodes sanglantes de la bureaucratie ! Les procès d'aveux ne sont que des dévastes sanglants de la politique que Staline a lui-même préconisée à l'étape précédente.

A bas les procès traqués du Kremlin ! Exigez que les accusés puissent se défendre réellement ! Que les accusés de Varsovie, de Budapest et de Paris présentent leur défense ouverte devant tout le mouvement ouvrier.

LONDON.

La ratification des accords germano-polonais est approuvée provisoirement en attendant qu'une décision intervienne sur la constitutionnalité du traité.

Le traité le problème constitutionnel soulevé : savoir si le Bundestag (chambre des députés) est habilité pour voter les accords de Bonn et de Francfort. La majorité simple ou la majorité des deux tiers, un autre problème est posé : l'Allemagne sera-t-elle intégrée dans le pacte atlantique contre sa volonté ? L'opinion publique qui s'inquiète de l'obstacle décisif ainsi créé à l'unité allemande et qui réproche à fournir les soldats d'une armée mercenaire sous direction américaine.

Les arguments constitutionnels, les plaintes auprès de la cour de Karlsruhe seraient aux dirigeants sociaux-démocrates présentés à ne pas appeler les travailleurs à l'action ; une solution d'accord avec Adenauer semble avoir été préférée. Ce compromis paraîtrait à la bourgeoisie, surmontant la présente crise constitutionnelle, de « rester maître de la situation et de réaliser des objectifs ». Mais ce n'est pas le but de leur importance aux mesures de la haute Cour constitutionnelle de Karlsruhe : condamnation de tentatives de change de gouvernement Adenauer sur la décision de ses membres, annonce de l'examen préalable de la demande du président Heuss, décision de donner conclusions négatives de jurisprudence.

Ces mesures, qui reflètent l'opinion des masses populaires allemandes, constituent un précédent certain pour l'impérialisme américain qui entendait brusquer les événements en faisant immédiatement de l'Allemagne la base avancée de l'agression contre

l'U.R.S.S. Elles devaient inciter les chefs sociaux-démocrates à prouver leur opposition en s'appuyant davantage sur l'action de la classe ouvrière. Mais il est à craindre que les efforts de compromis d'Adenauer ne trouvent un écho auprès des dirigeants sociaux-démocrates hantés par l'anticommunisme, et que ces derniers acceptent les conclusions attendues après révision des accords germano-polonais. Ce qui équivaudrait à renoncer à l'unité allemande et à la revendication de retrait des armées d'occupation.

La solidarité internationale entre travailleurs prend un sens précis. En France, la classe ouvrière peut agir en renforçant son action de classe contre la ratification des accords de Bonn et de Paris et en exigeant le retrait de toutes les troupes d'occupation en Allemagne, à commencer par les troupes françaises.

Ce serait renforcer l'opposition des travailleurs allemands et de la social-démocratie à l'intégration de l'Allemagne dans l'armée européenne et à la préparation d'une nouvelle guerre. Ce serait avancer dans la voie de la seule solution à l'unité allemande comme à la lutte effective contre la guerre : l'action internationale des classes ouvrières européennes contre le régime capitaliste, pour les Etats Unis socialistes d'Europe.

Lire dans notre prochain numéro notre étude sur le Mouvement de la Paix après le Congrès de Vienne

# LE SANG COULE EN AFRIQUE DU NORD

(Suite de la première page)

L'assassinat de Ferhat Hached a lieu dans la matinée du 1<sup>er</sup> décembre. Hached avait été arrêté à l'aéroport de Paris. Il est informé. C'est seulement le lendemain que la presse annonce l'assassinat. Immédiatement l'impérialisme français se précipite à brouter les cartes, et tend à imputer le crime à... (Négresse, etc.).

Il est possible de reconstituer les circonstances de l'assassinat. Ferhat Hached habite une villa aux environs de Tunis. Comme chaque jour il se rend au siège de l'U.G.T.T. à Tunis. D'une voiture se dirigeant en sens inverse sur la route de Sousse, il défend son droit de circulation. Sa voiture verse dans le fossé. Ferhat Hached sort en hurlant, il a reçu une balle dans les reins et une dans le flanc droit.

Un camion transportant des ouvriers se dirigeait vers Sousse survient. Le chauffeur s'arrête et prend le camion de Ferhat Hached. Celui-ci demande à être transporté à l'hôpital musulman Sadiki de Tunis. Une voiture arrive en sens inverse, se dirige vers Tunis. Ferhat Hached monte dans cette voiture.

A 10 km. de là, sur la route, on retrouve le corps du leader syndicaliste avec une balle dans le temple. Pour toute affaire il est impliqué un Tunisien, un jeune musulman est désigné.

Quand celui-ci, M. Brahim Abdelkadi, arrive sur les lieux, le corps et la voiture ont disparu. Peu après le juge musulman est saisi au profit de la justice française.

Mme Ferhat Hached est prévenue de se tenir à la disposition de la police pour l'enterrement. C'est seulement en arrivant à l'embarcadere qu'elle comprend que la Résidence entendant parler de ses obsèques en destination aux lies Kerghenna.

Ici se place un incident qui en dit long sur les procédés de la Résidence : la coutume exige que les musulmans soient enterrés le visage découvert. Mme Ferhat Hached exige que le cercueil plombé soit ouvert. Deux conciliabules téléphoniques avec la résidence qui, devant le refus de Mme Ferhat Hached de participer aux obsèques, accepte que le cercueil soit ouvert.

Hached n'a pas la tête écrasée comme l'a prétendu la presse colonialiste, mais une balle dans le temple. On sait que le chauffeur du camion a démenti formellement avoir enterré Ferhat Hached déclarant : « Laissez-moi descendre, ce sont des amis ».

Depuis, l'enquête a plié. Le back-out le plus total recouvre les soi-disant recherches de la police et de la justice.

Mais à tout bonnet homme, le doute n'est pas permis. Il est de fait que les routes tunisiennes sont sillonnées par la police et que celle-ci était absente lors de l'assassinat. Il est de fait que si pour chaque attentat commis contre les Français en trouvant toujours un ou plusieurs coupables, la « justice » n'a pu retrouver aucun les « coupables » des attentats perpétrés contre des Tunisiens. Il est de fait, comme Daniel Guérin l'a déclaré, que Ferhat Hached savait que sa vie était menacée par la « Main Rouge ».

Et surtout il est de fait que l'assassinat du leader destourien a ouvert la monstrueuse série des provocations

perpétrées contre les peuples d'Afrique du Nord, et qui visent à écraser les mouvements d'indépendance nationale dans ces pays.

Le crime est signé. Il profite à l'impérialisme français !

IL FAUT EN FINIR AVEC LES PAROLES DES ACTES !

Bien que la responsabilité du « socialiste » Vincent Auréliot soit écartée, son nom restera dans l'histoire aussi étroitement lié à ceux de Ebert et de Noske, autres sociaux-démocrates saisis à jamais par l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, il faut prendre note que la direction du Parti socialiste a condamné la politique du gouvernement Pinay en Tunisie.

La direction du P.C.F. est plus radicale et ses déclarations sont formelles. Elle exige le rappel de Hautecloque et de Guillaume. La C.G.T. et la C.G.T.-F.O. font de même.

Hélas ! non seulement les dirigeants des grandes organisations ouvrières n'élevaient que des protestations ver-

# Cercle LENINE

Vendredi 16 janvier 1953  
LA MUTUALITE — Salle M  
Afrique du Nord :  
Réformes ou Indépendance  
par Pierre LAMBERT

bales, mais ils se refusent énergiquement à envisager d'unir leurs efforts pour l'aboutissement d'une politique commune.

Aujourd'hui, si devant la monstrueuse provocation colonialiste les grandes organisations de la classe ouvrière se refusent à réaliser le Front Unique, elles porteront la responsabilité d'avoir refusé de mobiliser les travailleurs de ce pays dans une action concrète contre l'impérialisme français.

Se refuser au Front Unique, attendre, tergiverser n'a aucune signification : laisser les mains libres au colonialisme pour poursuivre sa sanglante répression !

Une question se pose devant la conscience de ces directions : Fallait-il à cette tâche sacrée d'apporter votre aide aux peuples tunisiens, marocain et algériens ? Laisseriez-vous se développer la répression impérialiste sans agir ? A cette question vous ne pouvez répondre positivement qu'en annulant vos efforts :

Pour le rappel de Hautecloque, Garbat, Guillaume et Léonard ;  
— Pour la libération immédiate de tous les emprisonnés, et en premier lieu de Bourghiba, Messali, Ali Yata et des dirigeants de l'Istijal ;  
— Pour la levée des mesures prises contre la presse des mouvements nationalistes d'Afrique du Nord ;  
— Pour le respect du droit syndical ;  
— Pour le châtiment exemplaire des criminels colonialistes.

Seul le Front Unique sans fissure des organisations ouvrières est susceptible d'arracher les simples mesures de justice.

Pierre LAMBERT.

# VIET-NAM MARTY exclu

(Suite de la première page)

Un journaliste anglais rapporte que les Français enfoncés à Na-Sam ont baptisé leur camp « le cercueil ». Sans être très précis, ce fait militaire est au moins surpris par la tactique des généraux du corps expéditionnaire. Il est en effet certain que l'armée de Libération vietnamienne vient de remporter, sans qu'ils soient très spectaculaires, des succès gros de conséquences. Car enfin, voici, de l'aveu même de « nos » dirigeants, les meilleures troupes, le meilleur matériel concentrés dans le « Na-Sam », séparé de Hanoi par 150 km. de jungle contrôlée par le Viet-Minh, imposant à l'aviation, à toute l'aviation disponible, un va-et-vient très pénible à l'heure de l'asphyxie du camp retranché. Les « envoyés de presse nous décrivent complaisamment le grand déploiement de forces et l'attente d'un jour à l'autre, mais nous ne voyons pas de troupes vietnamiennes lancées à l'assaut. Deux jours à l'autre... Il y a deux semaines c'était imminent » quelques attaques de sondage furent même au lieu. Depuis, la garnison de Na-Sam attend ; dans une tension nerveuse sans aucun doute intolérable. La pression du Viet-Minh se renforce bien dans le delta du Fleuve Rouge. Et les opérations de harcèlement continuées contre les postes français sont le signe évident d'une présence accrue de l'armée de Libération qui, tout en évitant de subir l'injure des éléments de plus en plus nombreux dans le delta. Avant ainsi attiré dans la sonnerie de Na-Sam une partie importante, en quantité et en qualité, du corps expéditionnaire, le Viet-Minh peut agir plus librement au cœur de ce delta dont la possession conditionne la présence étonnante en Indochine.

Belle démonstration de stratégie, peut-on dire. Certes ! Et tous les principes appliqués par l'armée populaire chinoise se retrouvent ici : « attaquer l'ennemi que lorsqu'il est en infériorité, et par surprise » harceler constamment ses troupes ; les attirer dans les gorges étroites ; savoir faire passer les questions de prestige avant les nécessités tactiques ; préférer à une victoire spectaculaire mais coûteuse l'infiltration silencieuse et désorganisée sur les arrières adverses.

Une telle conception de la guerre s'oppose radicalement à tout l'enseignement traditionnel des écoles militaires bourgeoises.

Il serait stupide, cependant, de nier non seulement la valeur des troupes mercenaires combattant le peuple vietnamien, mais aussi celle de leurs chefs. Des généraux comme Saïgon ont été depuis des années et connaissent certainement bien la stratégie révolutionnaire des troupes qu'ils ont devant eux ou plutôt autour d'eux. Lire les journaux, auraient-ils pu s'en tenir à Na-Sam ? On peut en douter dès lors que le pays Thai était de la perdu. Il est permis de penser que le gouvernement français a voulu une grande démonstration de force pour infliger sur l'ordre de ces dollars sauteurs au moment même où les républicains d'Indochine à si grand nombre suivent leur programme, prennent le pouvoir aux U.S.A.

Accusés à la défensive dans un pays ré-

solument hostiles, les troupes colonialistes n'espèrent se maintenir qu'en faisant du Viet-Nam une nouvelle Corée. Les dirigeants américains se font tirer l'oreille. La faiblesse « barrière contre le Communisme » risque de craquer au Tonkin d'où cela qu'il faut démontrer, et déjà les dirigeants anglais semblent avoir compris. Nous y reviendrons dans un prochain article.

M. HENNEQUIN.

Passer la nuit du 31 décembre au **REVEILLON** de « LA VERITE » à « La Murette » 151, bd de la Gare - Paris-13<sup>e</sup> Métro : Nationale ● Place d'Italie ● BUFFET ● B A L ● ATTRACTIONS ● Retirez les invitations au bureau du journal.

La position des révolutionnaires est l'approbation complète à l'attitude de fermeté observée face à l'appareil qui n'a négligé aucun moyen pour tenter de briser sa volonté et de la faire capituler à la manière d'un Calés. Elle est l'appui et l'approbation les plus complets à l'effort qu'André Marty s'il veut se survivre politiquement, doit en faire la puissante armée de communistes révolutionnaires que contient le P.C.F.

Les Mauvais, Duclos, Billoux et consorts savent que la ligne ébauchée par Marty peut aboutir, pour être conséquente, au programme de la révolution socialiste. C'est pourquoi ces bureaucrates aux abois déclenchent une puissante campagne antitrotskiste. Le rapport de Mauvais consacré une longue séance à notre Parti et à notre camarade Renard, allant jusqu'à donner des citations exactes (pour la première fois !) de la circulaire électorale diffusées dans le premier secteur de Paris.

Ils sont prêts à tout — même à des citations exactes ! — pour empêcher la rencontre historique entre les militants communistes et le programme révolutionnaire. Mais leurs gentilhommes ne leur serviront de rien. Ils peuvent briser des volontés, ils peuvent manœuvrer et menacer ; ils n'arrêteront pas la roue de l'histoire !

# LA REVOLUTION BOLIVIENNE EN MARCHÉ

Le 1<sup>er</sup> Janvier, va s'ouvrir à la Paz, le Premier Congrès de la Centrale Ouvrière de Bolivie, organisation syndicale de masse du prolétariat bolivien. L'ordre du jour proposé est le suivant :

- 1) **Problèmes politiques.** — Le développement de la Bolivie et les masses travailleuses ; le prolétariat bolivien face à l'impérialisme et à la réaction indigène ; les travailleurs et le gouvernement ; la classe ouvrière et les partis politiques.
- 2) **Problèmes économiques.** — L'économie bolivienne et l'impérialisme ; la nationalisation des mines ; la révolution agraire ; la nationalisation de la terre ; le monopole du commerce extérieur ; le contrôle ouvrier sur le commerce ; les banques et l'industrie.
- 3) **Problèmes d'organisation.** — Le renforcement de la C.O.B. ; l'organisation des syndicats par branche d'industrie ; les milices ouvrières armées ; l'armée et les milices ; l'organisation des syndicats de paysans et de fonctionnaires.

C'est déjà la C.O.B. qui, par sa pression sur les « ministres ouvriers » Lecón et Estroza a contraint le gouvernement à appliquer son programme de nationalisation des mines.

Maintenant la C.O.B., soutenue par le Parti ouvrier révolutionnaire (trotskiste) combat pour l'instauration du contrôle ouvrier sur les mines d'étain nationalisées, pour le remplacement du gouvernement de gauche Paz Estensoro par un gouvernement ouvrier et paysan, basé sur les conseils de travailleurs.

A son appel, ouvriers et paysans boliviens organisent leurs conseils, arment, leurs milices et se préparent à l'accomplissement de leur Révolution socialiste.

# Extraits de « L'Observateur » : Lettre de Daniel GUÉRIN Articles de Claude BOURDET et Roger STÉPHANE

Vous, pour les mesures de répression individuelles. Mais avec un certain nombre de réserves, MM. de Hautecloque et Carthy ont complété ces mesures par des « ratissages ». M. de Hautecloque a écrit et signé le plus célèbre de ces ratissages, celui du Cap Bon.

On sait que des fermiers ont été violés, que quatre nouveaux ont été assassinés et que des villages ont été méthodiquement saisis. On mesure qu'aujourd'hui le ratissage essaie d'éviter le viol et le massacre en montrant que les « fermiers » des villages saisis, ses autorités responsables, assez exemplaire.

# AU MAROC

La provocation au Maroc  
Le 2 décembre, Ferhat Hached est arrêté. Les dirigeants de la classe ouvrière des villes du Maroc, des meetings ont lieu dans les Bourses du Travail et les Bourses du Travail des villes européennes. Pastrol, ces réunions se passent sans incidents que ce soit devant devant ou

L'Union de Casablanca, comme toutes les unions locales, est dans la main des nationaux (fait reproché par la presse des colonies). Aucun organe communiste n'a pu se faire, et la presse des colonies n'a pu se faire de son mouvement qui qualifie Talab Bourazda de communiste. Et tout cela, l'Union de Casablanca, est intéressée dans les syndicats (ont représentés et en ne laissant en fait aux Marocains que la possibilité d'adhérer à la C.G.T. à direction communiste aujourd'hui apparaît clairement aujourd'hui.

Il y avait évidemment des monarchistes de police et les informations sur les deux villes sont étonnantes de la police et de M. Bonifère.

En tout cas, ces « fatihas », ce sont fait aux Marocains que la possibilité d'adhérer à la C.G.T. à direction communiste aujourd'hui apparaît clairement aujourd'hui. A 22 heures, des forces de police envahissent ce bidonville, pour procéder à des perquisitions et arrêter les militants les plus radicalisés. Les ouvriers résistent. La police tire : nombreux morts parmi les ouvriers, un grand nombre de blessés, nombreux arrêtés sont conduits au poste

de police du bidonville ; leurs camarades viennent exiger leur libération ; la police tire de nouveau ; encore de nombreux ouvriers tués. Simultanément, à côté des ouvriers, la police réquisitionne de force des compagnies de sapeurs ; nouvelles batteries, nouvelle torture.

Le reporter du quotidien socialiste belge « Le Peuple » dit de ces jours plus de 50 cadavres d'ouvriers entassés devant le poste de police des carrières, et estime le nombre des morts à plusieurs centaines.

Pour protester contre ce massacre et ces arrestations, l'Union des Syndicats organise une réunion de protestation pour lundi 15 heures à la Maison des Syndicats. Elle est interdite. Malgré cela, les ouvriers se rendent dans le calme et font le signe des « mécontents » que pour les ouvriers venant du Sud de la Ville, par la route de Medouna.

Les ouvriers avancent en rangs serrés, sans cris ni manifestations hostiles et saluent. En tout cas, apparemment. La police a tiré dans les tas sans la moindre sommation.

2.000 tués.  
Pendant le dernier massacre, cinq mille Marocains, arrivés à la Bourse du Travail et entrés dans la salle, étaient cernés par les forces de l'ordre et rangés en deux à la sortie, un grand nombre arrêtés.

S R E F T O U V R E R

Submerger le sectarisme des directions et préparer dans l'unité la Conférence de l'Automobile

L'OFFENSIVE de la bourgeoisie, conséquence évidente de la crise économique dont chacun aperçoit les symptômes et de la politique de guerre, se développe sans entraver de riposte ouvrière. Aucune action d'entreprise n'a mobilisé les travailleurs depuis plus d'un an, la réactivation du front ouvrier ne progresse pas.

De tous côtés, Frachon vient de définir au C.G.N. de la C.G.T. une conception erronée de l'unité d'action qui ne laisse pas d'inquiéter lorsque, quelques jours après, Lecœur prononce à Nouzès-Mines, un discours dont la violence sectaire stupéfiante. Lecœur admet, en fait, l'unité d'action à la base avec les syndicats F.O. ou C.F.T.C. / opposer la base au sommet, la vieille tactique qui consiste à répéter de lettres à certaines directions d'autres organisations syndicales.

Une telle politique bouche tous les chemins qui peuvent conduire à la réalisation d'initiatives unitaires dont l'importance est évidente aujourd'hui; jamais la C.G.T. ne pourra de cette façon « convaincre ou submerger » les directions réformistes. Pourtant les revendications communes à toutes les centrales ne manquent pas, qui permettraient la même limite, de la commune initiative :

Le fédéralisme F.O. et C.F.T.C. des Métiers n'ont-elles pas défini un programme revendicatif qui diffère peu de celui de la C.G.T. ? Les conditions essentielles sont donc réunies pour la réalisation d'actions communes, et la conférence nationale des travailleurs de l'Automobile dont la C.G.T. a pris l'initiative peut constituer la base d'une lutte unie de tous les métaux. Encore faut-il pour cela que cette conférence procède d'un large débat préalable, qui, malheureusement, n'apparait pas dans sa préparation.

L'humanité a bien signalé discrètement que le comité exécutif de l'Union des Syndicats des travailleurs de la Métallurgie C.G.T. a proposé aux syndicats des Métiers de la région parisienne C.F.T.C., F.O., C.G.C., Autonomes et Indépendants d'appeler en commun les métaux à s'unir. Mais depuis, plus rien.

Il est certain cependant que des propositions célestes aux autres fédérations des Métiers pour la participation à la Conférence nationale de l'Automobile traversent le écho considérable parmi tous les travailleurs de cette corporation.

Une large confrontation d'idées pendant les travaux de la conférence ne pourrait qu'aboutir à la défense commune des revendications posées par tous les métaux : 48 heures pour le salaire de 48, augmentation des salaires, lutte contre le chômage. De plus, l'examen des moyens à employer pour faire aboutir cette dernière revendication amènerait les travailleurs à mettre en œuvre un plan de production sous contrôle ouvrier, seule façon d'éviter les prochains ravages de la crise capitaliste, annoncée par les difficultés de l'industrie automobile.

Le combat des métallurgistes, s'il se revendique, n'aura pas le seul mérite d'arracher des revendications immédiates et de situer clairement le problème de la gestion ouvrière de l'économie. Il jouera aussi un rôle essentiel dans la préparation de la riposte de tous les salariés aux coups que la bourgeoisie leur porte aujourd'hui impunément.

L. FONTANEL.



Enthousiaste mouvement d'unité CHEZ LES POSTIERS Pour arracher la prime de fin d'année

En cette fin d'année les postiers ont conscience d'avoir bien travaillé pour la France. Même que Roger DUCHET, notre ministre, brave gens d'ailleurs puisqu'inscrit en tête de liste pour donner son sang aux victimes du Viet-Minh, vient de nous distribuer - oh ! non pas son cœur ou des crédits - mais, des félicitations. Les travailleurs des P.T.T. auraient donc rapporté 65 milliards (auvols) de bénéfices, contribuant ainsi à sauver le budget militaire de Pinay. Rien d'étonnant, car ils ont tout de même consenti à quelques sacrifices « nationaux » tels que le blocage de traitements, les licenciements et la non-réhabilitation des auxiliaires, l'augmentation des cadences et l'aggravation des services, l'arbitraire dans les notations, les notes confidentielles instituant le mouchardage, etc., etc.

C'est pourquoi, aujourd'hui, les postiers grincent des dents devant l'humour noir par trop facile de M. le Ministre.

Obtenir « quelque chose » en fin d'année les a toujours tracassé, eux qui doivent à cette période travailler dur. Ils ont la conviction d'être légitimes, et cette année encore plus qu'avant. Dans une certaine mesure l'Assemblée s'est montrée sensible à ce sentiment en adoptant à l'unanimité comme vœu la proposition du député communiste Barthélemy demandant 20.000 fr. de prime pour les postiers.

Mais ce vœu comprend un modeste vœu risqué de devenir bien plus pour un gouvernement aussi fermement réactionnaire.

Aussi veulent-ils forcer la main à Pinay. Au vu parlementaire, à l'appel du Congrès de la Fédération postale C.G.T. demandant les 20.000 fr. à l'appel de la gauche Nord pendant 19 novembre à « moi double », répond l'écho profond de tous les postiers. Pour la prime uniforme ou la moi double des pétitions sont signées à 100 % dans les services. L'unité se réalise à l'échelon local et même départemental entre militants C.G.T., Autonomes, F.O., C.F.T.C. et indépendants. Des Comités démocratiques d'unité d'action se créent spontanément un peu partout. Les directions fédérales de la Fédération postale et du Syndicat autonome appuient publiquement le mouvement.

Un grand nombre de délégués étaient mandatés pour défendre la prime uniforme. Ce qui montre que dans les P.T.T. se développe un état d'esprit en faveur des petites catégories désolées et déçues, contre le mépris et l'arbitraire de la caste. Cela ne les empêche nullement de bloquer avec la revendication définie au Congrès récents et les délégués se pressaient, et les interventions, très nombreuses, avec quelle emphase le mouvement se développait. La discussion mit aux prises les partisans du moi double et ceux de la prime uniforme, considérée par beaucoup comme plus unitaire à condition d'être bien chiffrée. Mais chacun fut conscient que nous ne pouvions nous présenter divisés devant Pinay.

La résolution finale, qui s'intitule « proclamation », prend position sur « une prime de fin d'année égale au douzième du traitement annuel, avec 20.000 fr. comme minimum ». Elle demande de multiplier les pétitions et les démarches, presser les directions syndicales de prendre contact avec elles pour appuyer ensemble le mouvement. Un grand meeting est convoqué pour vendredi soir à la Mutualité. M. Duchet pourra y voir comment la grande masse des postiers répond à ses félicitations gratuites.

Le Congrès a donc, par son vote, donné une direction : le Comité d'unité constitué par des militants de toutes appartenances syndicales et de toutes tendances.

La combativité des postiers ainsi redoublée, un pas important dans la voie de l'Unité se réalise.

Le meeting, décidé par le Congrès régional des délégués parisiens s'est tenu le vendredi 19 novembre à la Mutualité. Il a connu un succès. L'enthousiasme des 3.500 postiers présents, comme les 16.000 fr. collectés en quelques heures ont démontré suffisamment l'ampleur du mouvement et son caractère très sain parce qu'unitaire, démocratique.

Après l'annonce de la manifestation du P.L.M. au nom du Comité régional, Portes, secrétaire général du Syndicat autonome, a dans son discours, appuyé à fond le mouvement, en donnant notamment des informations précises prouvant que nombre de corporations de fonctionnaires, y compris même certaines catégories à la Direction centrale des P.T.T., touchent en fait au moins le 13<sup>e</sup> mois ; ce qui rendrait le mouvement absolument justifié.

Le secrétaire général de la Fédération postale C.G.T., Frischmann, insista plus particulièrement sur le caractère profondément unitaire du mouvement. « On voudrait insinuer - dit-il en substance - que la Fédération postale s'efforce de monopoliser le mouvement d'unité. C'est une représentation erronée. Ce mouvement est un mouvement de tous les travailleurs et nous nous sommes résolu à cette réalisation. Elle appelle tous ses militants à comprendre la profonde signification de ce mouvement et à y participer. Elle appelle tous ses militants à se joindre à elle pour la réalisation de ce mouvement. Elle met en œuvre les meilleurs artisans. Elle met en œuvre le meilleur service du P.O. Elle appelle les syndicats F.O. et C.F.T.C. à y participer. Elle considère qu'en fait l'Unité ne profite pas seulement à la C.G.T. mais bien à tous les syndicats, dans le sens d'un renforcement de leur influence et de leur organisation ».

Les deux orateurs ont esquissé la nécessité de l'unité syndicale dans l'avenir.

Dans le cours du meeting une forte délégation de toutes tendances se rendit à une assemblée C.F.T.C. pour défendre la participation de ce syndicat à la lutte.

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

Un militant C.G.T. postier de la région du centre nous communique ses impressions sur le Congrès de la Fédération postale (C.G.T.) que nous insérons bien volontiers :

Impressions sur le XIV<sup>e</sup> Congrès de la F.P. Le XIV<sup>e</sup> Congrès de la Fédération postale vient de se terminer sous un enthousiasme, du moins dans une espèce d'euphorie tentée par la crainte de la répression du gouvernement Pinay, qui semble bien décidé à briser toute résistance à sa politique de préparation de guerre...

Laissant le côté théâtral des assises où les délégués étaient constamment assés et debout, et qui ont été à un degré presque égal, « C'est comme à l'église... »

Passons aussi sur l'intervention, pour le moins inattendue d'un délégué des cadres, résidant au Maroc, qui fit l'apologie du marabout lygarien et défendit énergiquement le colonialisme et les camarades des Tarsal et Frischman remirent les choses au point et une vibrante intervention nationale, au sujet de « Marseille internationale » qui fut la dernière intervention. On vit dire clairement les sentiments de la salle sur la question. Regrettons tout de même que les délégués n'aient été entendus à la tribune d'un congrès quelconque et aussi qu'elles aient rencontré quelques légers échos dans la salle, ce qui prouve que l'éducation syndicale des militants laisse à désirer.

Quand on voit la liberté laissée à de telles interventions réactionnaires, on se dit que les trotskistes et tous les révolutionnaires devraient pouvoir défendre librement leurs positions sans risques d'exclusion.

Passons aussi sur le manque de logique des délégués qui ont fait une mauvaise organisation de la séance qui fit que toutes les interventions furent aussi vaineusement applaudies. J'ai pu observer que les mêmes délégués applaudissent aussi bien celui qui défendait le hiérarchisme des traitements que celui qui réclamait la prime égale pour tous. Cependant, la séance fut la question et la prime unique de fin d'année ainsi que les salaires et comme salaire minimum vital, donnant une augmentation minimum de 7.000 fr. à la base, sans hiérarchie hiérarchique, position défendue par la majorité des délégués, furent écartés, à nouveau défendus vigoureusement par Frischman qui semblait étonné, tant il insistait, que les partisans de la hiérarchie ne déposent une motion, qui aurait brisé l'unité du Congrès.

On constate un net pas en avant en ce qui concerne la clarification des revendications mais les interventions de Frischman sont laissées dans le vague, si bien qu'on peut se demander si une fois de plus et ce sera pas du bla-bla-bla pour rien.

Silions cependant un bilan positif : l'adoption d'un projet défendu d'abord par le camarade Lecomte de la Dordogne, et repris par Marquet de Frischman. Celui de convoquer une conférence d'unité invitant tous les postiers et tous les groupements existants dans les P.T.T. dans le cadre d'une conférence nationale de toute la Fonction publique. Ce qui, espérons-le, pourrait être le prélude à une conférence nationale de tous les travailleurs et de toutes les organisations syndicales, devant elle-même la réalisation de l'unité syndicale totale.

COUDRIN. Le Gérant : FONTANEL Imp. Spéc. de « LA VERITE » 11, rue de la République - PARIS

Pour la réintégration dans la C.G.T.

UNE RAISON D'EXCLUSION

Dans deux précédents articles nous avons essayé d'expliquer le passé et l'action politiques des camarades qui ont été exclus de la C.G.T. Nous avons vu, brièvement, que les positions que ces camarades avaient défendues dans le passé ouvrier étaient en conformité avec les intérêts de classe des travailleurs. Nous avons également vu que ces camarades, ayant tout bon sens, que des milliers de travailleurs pensent tout bas, devenaient un danger pour les dirigeants syndicaux, au fur et à mesure que les ouvriers prenaient conscience des erreurs commises et de la gravité de leurs conséquences.

LES statuts de la C.G.T. précisent, sans ambiguïté possible : « Aucun syndiqué ne pourra être inquérité pour les opinions politiques, philosophiques ou religieuses qu'il professe en dehors de son syndicat. Les motifs sont donc bien puissants pour que Frachon soit amené à violer les statuts en excluant des rangs syndicaux ces camarades qui ne pensent pas comme lui.

Le seul argument qui pourrait justifier de telles mesures serait que les camarades en question appartenant au camp de l'ennemi de classe. Nous attendons encore cette démonstration. Car, à aucun moment, et ceci est vrai pour tous les camarades exclus, l'accusation n'a pris cette forme. La raison en est très simple. Les bureaucrates craignent, en voulant trop prouver, ne prouver plus rien du tout. Car, s'il avait fallu faire une démonstration que des camarades comme Henard, Stéphane Just, Pierre Bousset, Florence ou Massembert étaient des « filcs », cela aurait nécessité de passer par une critique philosophique ou religieuse. Or, ces camarades depuis des années, et à tout examen se serait retourné contre ses auteurs. Chaque ouvrier se serait rapidement rendu compte de la faiblesse de l'accusation, s'il est vrai que les accusés étaient contre la politique préconisée par la direction fédérale, c'était dans l'intérêt des travailleurs et que, de plus, les événements ultérieurs ont démontré, à tous coups et sans doute possible, qu'ils avaient raison.

Demandant aujourd'hui leur réintégration, les exclus se la voient refuser, bralement ou par des manœuvres dilatoires. Il y a à ceci deux raisons principales que nous allons essayer d'examiner séparément.

La politique de collaboration de classe Quelles qu'en soient les apparences, et indépendamment des « tactiques » du moment, le Parti communiste français et ses dirigeants qui sont à la tête de la C.G.T. sont et restent fondamentalement pour la maintenance du régime capitaliste, c'est-à-dire

PLAN DE PRODUCTION

(Suite de la première page) présence de seuls élus, les militants de base, les inorganisés en étant des labord exclus.

Ce qui freinait la mobilisation des travailleurs n'était pas le manque de ce qui devait être leur conférence.

Cette non préparation est, en partie, à l'isolement de la C.G.T. qui ne peut à elle seule mobiliser les travailleurs. L'essentiel est dans l'orientation qu'elle adopte.

Henri Jourdain explique dans le « Mouvement syndical moderne » (15<sup>e</sup> numéro) que le revu officielle de la F.S.M. dans son article « Contre le fléau du chômage, unité d'action ».

« Assurer la liaison des masses travailleuses auprès des conseils nationaux, pour le développement du commerce international, constitués ou en voie de constitution après la rencontre économique de Moscou. Populaires auprès des travailleurs les résultats pratiques qui résulteraient pour eux des relations commerciales, entre l'Est et l'Ouest ».

Il continue dans l'Observateur du 1-12-52. Parla d'un contrôle et d'un plan de la C.G.T. Il dit « l'expérience de l'apprentissage sans parler de celle de l'enseignement technique en matière de terminologie à planiste », mais aussi de dirigisme (dans les conditions du régime capitaliste on se situe notre programme d'enseignement technique) et de « contacts à établir par les représentants des peuples de ces pays » car il ne veut pas du « danger de démembrement de l'Union française au profit de l'impérialisme américain ».

Nous sommes, par position de principe, pour le libre commerce entre l'Ouest et l'Est, pour la libre concurrence avec le capitalisme autour de P.R.S.S. des démocraties populaires et de la Chine. Nous soutenons les initiatives en ce sens et pensons que la conférence de Moscou était juste.

Mais nous pensons qu'il n'est pas possible de limiter les objectifs du mouvement d'unité comme le proposent Jourdain et Lebrun. Il a ses objectifs propres

de lutte qui ne sont et ne peuvent en aucun cas être un utopique replaillage au étayage du régime capitaliste par une bonne amitié entre les patrons et les ouvriers.

Le plan de production consiste, pour que la bourgeoisie française ne soit pas écartée du profit, condition de son existence, à rejeter un véritable plan en France, à protéger, à monopoliser et une exploitation économique plus lourde des travailleurs français sous couvert d'anti-américanisme. Lebrun propose une sorte de plan d'unité des travailleurs français et dont on voit toute la portée. C'est un plan d'Atrique du Nord littent pour leur indépendance.

Les objectifs de cette solution ouvrière s'essuient cependant quand la Fédération des métaux C.G.T. déclare « les solutions proposées par la Fédération sont la participation de tous les militants, des syndicats, des sections syndicales, des comités d'entreprises à l'adaptation des programmes fédéraux, à l'application à la situation par usure, par localité ». Ces objectifs, les possibilités de production, sont un plan de production sous contrôle ouvrier (et non un vague programme).

Un plan de production ouvrier (quo Lebrun déclare aboutir « prudemment » car il ne lui donne pas les apparences d'un anti-capitaliste, mais celui de maintenir le capitalisme et de ses bénéfices) se baserait sur les besoins de toutes les couches laborieuses à la reproduction. Ce plan, localité, les possibilités de production, sont un plan de production sous contrôle ouvrier (et non un vague programme).

Lebrun déclare aboutir « prudemment » car il ne lui donne pas les apparences d'un anti-capitaliste, mais celui de maintenir le capitalisme et de ses bénéfices) se baserait sur les besoins de toutes les couches laborieuses à la reproduction. Ce plan, localité, les possibilités de production, sont un plan de production sous contrôle ouvrier (et non un vague programme).

Donner de telles perspectives aux travailleurs, c'est montrer la véritable solution contre la crise qui existerait tant que durera le régime, qui existerait à la fin la guerre, tant que durera le régime. Ce serait montrer qu'« en la lutte ne se mena pas avec le but d'une amélioration vite dispersée dans le gouffre capitaliste. Il y a une véritable solution de nos problèmes.

MILITANTS OUVRIERS Ecritez à « LA VERITE » Vos expériences profiteront à tous. Elles nous aideront tous à mieux combattre. Des lettres correspondants de « LA VERITE »